

## COMPTES RENDUS

### INTÉGRATION RÉGIONALE EN ASIE ORIENTALE

#### *I. GÉOPOLITIQUE DE L'INTÉGRATION : DES "PETITS" AUX "GRANDS"*

**Vatthana PHOLSENA & Ruth BANOMYONG, *Le Laos au XXI<sup>e</sup> siècle, Les défis de l'intégration régionale*, Bangkok, IRASEC, collection "Regards croisés", 2004, 237 p., glossaire, chronologie, index.**

En 1997, le Laos intègre l'Association des Nations d'Asie du Sud-est (ANASE ou ASEAN en anglais), peu après le Vietnam, en même temps que le Myanmar (Birmanie) et un an avant le Cambodge. Conçue à l'origine comme une organisation regroupant les pays d'Asie sud-orientale non alignés sur le bloc de l'Est, l'ASEAN accueille aujourd'hui les pays communistes de la Péninsule indochinoise, témoignant par cette ouverture aux allures de paradoxe des changements opérés dans le contexte régional depuis la fin de la guerre froide, où les préoccupations d'ordre économique se sont substituées aux considérations politiques. L'admission du Laos à l'organisation, en raison du faible poids sur la scène internationale – voire régionale – de celui-ci, est souvent perçue comme un choix plus symbolique que véritablement stratégique. À l'intérieur des frontières laotiennes, cependant, l'adhésion à l'ASEAN est considérée comme un événement de la plus haute importance, comme l'ont illustré les mesures nationales (fermeture des frontières, etc.) prises lors de l'organisation du 10<sup>e</sup> sommet de l'Association à Vientiane en novembre 2004. On observe en effet une véritable prise de conscience, tant de la part des autorités que de celle de la population laotienne, de la nécessité d'une ouverture économique sur la région, dans l'espoir de faire d'un enclavement *a priori* pénalisant, un avantage géostratégique.

*Le Laos au XXI<sup>e</sup> siècle, Les défis de l'intégration régionale* de Vatthana PHOLSENA et Ruth BANOMYONG constitue une tentative d'analyse des bouleversements enclenchés par "l'intégration" au sein l'ASEAN (mais aussi d'autres regroupements telles que la Région du Grand Mékong) d'un pays qui fut presque complètement fermé pendant près de vingt-cinq ans. Le fait qu'il s'agisse du premier ouvrage, en langue occidentale ou orientale, qui traite exclusivement de ce sujet justifie déjà qu'on y porte un intérêt tout particulier, et ce d'autant plus que les auteurs sont originaires du Laos et de Thaïlande, ce qui laisse augurer d'un point de vue original. Vatthana Pholsena, de nationalité française mais d'origine lao-thaï, a soutenu un

doctorat en sciences politiques à l'Université de Hull sur la participation des minorités à la construction nationale laotienne et est actuellement Maître-assistante au Southeast Asian Studies (Université nationale de Singapour). Ruth Banomyong, de nationalité thaïlandaise, est titulaire d'un doctorat en logistique de l'université de Cardiff (Pays de Galles) sur la question des infrastructures laotiennes. Directeur du département des affaires internationales, de la logistique et des transports à l'université Thammasat de Bangkok, il est également consultant pour les Nations-unies depuis 1995 sur des projets concernant le commerce, le transit international et la logistique en Asie et dans le Pacifique.

La fin de la guerre froide et les bouleversements opérés dans l'économie mondiale de ces dernières décennies ont modifié la situation de certains pays, comme le Laos, qui étaient enfermés dans un système clos. Ce dernier, officiellement aligné depuis 1975 sur le Vietnam communiste, lui-même aligné sur l'Union soviétique jusqu'à la chute de celle-ci, a perdu beaucoup de ses repères avec l'implosion des blocs et l'éclatement du modèle marxiste-léniniste. Les années 1990 ont vu l'ouverture des frontières, la libéralisation des marchés et l'accélération du regroupement en organisations régionales des États de l'Asie du Sud-est. Le Laos, petit pays entouré par des voisins plus ou moins puissants (Chine, Thaïlande, Vietnam, Cambodge et Birmanie), s'est rapidement trouvé dans l'obligation de réagir face à cette configuration nouvelle. Ce sont précisément les actions extérieures sur le Laos et les réactions qui lui sont propres que Vathana Pholsena et Ruth Banomyong se proposent d'analyser, dans le cadre plus général des changements régionaux et internationaux manifestes depuis la fin de la guerre froide. Il sera ensuite question de définir les grandes lignes d'un futur intimement lié à l'intégration régionale.

Le livre se compose de sept chapitres répartis sur un peu plus de deux cents pages. Les deux premiers passent en revue les situations qui prévalaient dans l'ancien Lan Xang antérieurement (depuis la colonisation) à son entrée dans l'ASEAN, et débouchent sur un examen des raisons qui ont provoqué l'adhésion du Laos à l'organisation. Les deux suivants brossent le portrait du Laos sur les plans économique et diplomatique (relations avec ses voisins, en particulier avec la Thaïlande et le Vietnam). Les trois derniers s'élargissent aux mutations actuelles et à venir, en abordant des domaines tels que l'évolution du bouddhisme local, la gestion des minorités ou encore l'explosion du tourisme. Un glossaire définit enfin la terminologie économique et historique contemporaine, et d'autres termes ethniques ou lao. Le livre se clôt sur une chronologie de treize pages qui, accompagnant la bibliographie et l'index, dresse une liste d'événements historico-politiques majeurs, depuis la fondation du Lan Xang par Fa Ngum jusqu'à la réunion des Premiers ministres laotien et thaïlandais en mars 2004.

L'ouvrage affiche dès l'introduction l'ambition de dépasser le concept "d'État-tampon" défini par Christian Taillard dans son livre *Le Laos, stratégies d'un État tampon* publié en 1989. Les auteurs s'efforcent de démontrer que le contexte géopolitique de la zone a changé et que les grilles d'analyse en vigueur lors de la

période de la guerre froide ne sont plus d'actualité, en tout cas depuis la deuxième moitié des années 1990.

On trouvera dans les deux premiers chapitres une bonne synthèse des relations du Laos avec les pays voisins et occidentaux, qui permet de cerner les enjeux liés à la position géographique si particulière du pays. Sont révélés certains problèmes inhérents au fonctionnement à l'ASEAN, qui pénalisent en quelque sorte le Laos, par exemple la réticence à produire des textes officiels, au profit d'une prédilection à demeurer dans le flou d'un code de conduite tacite qui ne permet pas réellement à l'Association de se prévaloir d'une fonction stabilisatrice en matière de politique. Le livre démontre intelligemment que, pour un pays vulnérable comme le Laos, cette "non-ingérence" politique représente davantage un handicap qu'une flexibilité avantageuse. Le rôle de la Chine, à cet égard, est assez bien brossé même si un approfondissement de cette question sensible aurait été apprécié.

Si la position géographique du Laos lui impose plus que jamais une sérieuse dépendance vis-à-vis de certains de ses voisins, les enjeux ne sont désormais plus militaires ni idéologiques. À l'alignement politique s'est substituée une participation volontaire à des organisations telle que l'ASEAN ou la région du Grand Mékong. Néanmoins, l'ouvrage n'omet pas de nuancer l'impact de ces changements en situant l'analyse sur plusieurs niveaux : si le Laos a renforcé ses liens économiques avec ses ennemis d'hier (Thaïlande, États-Unis, etc.) par le biais ou non de l'ASEAN, les clivages au niveau culturel et historique demeurent et ce n'est pas le moindre mérite de ce livre que de mettre en évidence les contradictions de la position laotienne en cette période de transition. Ainsi, il apparaît que si le Laos bénéficie effectivement d'une "protection" en adhérant à l'ASEAN, qui utilise une grande partie de ses moyens en vue de prévenir tout conflit armé, l'intérêt que les autorités locales manifestent à se greffer à certains projets régionaux n'est pas toujours aisément identifiable. Ce sont, en effet, plutôt la Chine ou la Thaïlande qui se retrouvent les premiers bénéficiaires d'une ouverture du pays, comme le démontre très efficacement le chapitre sur le projet de routes qui relie le sud de la Chine à la Thaïlande, en passant par le nord du Laos (p. 113-117).

Des sujets "brûlants" sur lesquels il est parfois difficile de réunir des informations fiables sont assez bien analysés, au titre desquels on peut mentionner le commerce du bois (p. 162-171) et la controverse sur le barrage Nam Theun II (p. 94-102). Quelques tableaux aussi clairs que pertinents offrent une vue d'ensemble immédiate en mettant en relief des paramètres inédits. Ainsi du tableau comparatif des "coûts de transports moyens au départ de Bangkok vers le Laos" mis en perspective avec les coûts Marseille-Singapour qui, contre toute attente, se révèlent être moins chers que les précédents, ou des paramètres recueillis sur place, relatifs à l'exportation du textile du Laos jusqu'à plusieurs villes de Thaïlande (durée du trajet, distance, coût et même pots-de-vin !). Enfin, on appréciera le dernier chapitre qui permet aux auteurs de clore sur des sujets qui extrapolent quelque peu par rapport au propos initial, abordant des questions aussi variées que les phénomènes de mutations sociales, le bouddhisme, le point de vue des jeunes (avec à l'appui des sondages pris sur le vif)

ou encore les bouleversements engendrés par l'urbanisation.

Au niveau de la forme, on retiendra : 4 cartes ; des encadrés qui présentent des extraits de textes plus ou moins anciens (dont plusieurs de Francis Garnier) et qui ont pour but d'illustrer les propos des auteurs selon le contexte ; un grand nombre de graphiques et de tableaux, dont certains reposent sur des enquêtes de terrain ou des sondages ; des photos noir et blanc au début de chaque chapitre. On relèvera également la préface de Hugues Tertrais qui donne d'emblée une crédibilité à cette publication. Dans l'ensemble, *Le Laos au XXI<sup>e</sup> siècle* passe en revue de manière claire, concise et dans un style agréable à lire un grand nombre d'éléments historiques, économiques, culturels, géographiques et démographiques dans la perspective d'offrir une vue d'ensemble sur la situation actuelle du Laos au sein de la région sud-est asiatique et des enjeux politico-économiques qui se profilent.

Cependant, si certains points sont explorés en profondeur, d'autres sont survolés peut-être trop rapidement, ou bien se basent sur une documentation quelque peu étroite. Alors que Christian Taillard parlait des origines du Lan Xang pour son analyse de l'espace comme vecteur d'orientation de la politique économique du Laos, V. Pholesena et R. Banomyong ne remontent pas au-delà de la période coloniale française. Il est vrai qu'ils insistent, par exemple, sur l'existence de réseaux reliant la Chine et la Thaïlande dans le Nord du pays bien avant la présence française, mais il ne s'agit là que d'un point particulier. Or, l'organisation spatiale du territoire lao a joué sur son commerce dès les origines. L'histoire ne semble pas être le point fort des auteurs, auxquels il faudrait rappeler que les Thaïs ont fondé Sukhothai avant Ayuthya, et que la politique "pan-thaï" n'est pas un phénomène relevant de l'expansionnisme économique thaïlandais contemporain (p. 74). Par ailleurs, lorsque l'histoire contemporaine de la Thaïlande est abordée, les sources "officielles" sont bien citées mais rien n'est dit de l'influence considérable des Chinois dans la Thaïlande moderne, influence à caractère officieux qui peut expliquer bien des antagonismes entre les deux pays séparés par le Mékong. S'il est une lacune dans cet ouvrage, c'est sans aucun doute le peu de cas fait de la crise régionale de 1997. L'événement est bien sûr cité ("[la crise a] sérieusement freiné le développement économique du Laos", p. 90) et titre même un sous-chapitre. Mais celui-ci ne dépasse guère une page et demie, et aucun examen ne vient dresser un tableau des conséquences réelles de cette crise au Laos, hormis la baisse du budget d'aide thaïlandais au pays. Rien n'est dit sur la chute spectaculaire du kip, par exemple, entre 1997 et 1998. Le chapitre sur la progression du tourisme est aussi traité beaucoup trop rapidement et tient en à peine plus d'une page, alors qu'il s'agit aujourd'hui d'une des premières ressources du pays, ce qui implique des mutations sociales de premier ordre. La fulgurance avec laquelle est traité ce phénomène conduit d'ailleurs à des erreurs d'interprétation, puisque certains chiffres datent de 1995, alors que le tourisme n'a explosé qu'après cette date (ce que les auteurs indiquent eux-mêmes plus en amont).

Le principal reproche que l'on puisse faire à l'ouvrage concerne les imprécisions relatives aux sources. L'absence presque totale de sources en langues laotienne et

thaïe est un problème, d'autant que les auteurs, comme nous l'avons dit, sont à même d'accéder aux documents rédigés en langues locales. Notamment, les références à la presse laotienne se limitent au *Vientiane Times* (anglophone) et au *Rénovateur* (francophone), journaux quotidiens qui visent essentiellement un public d'expatriés occidentaux et dont les sujets abordés sont surtout ceux qui ne prêtent pas à polémique. Les journaux en lao tels que le ປະຊາຊົນ (*Pajāsōn*), le ວຽງຈັນໃໝ່ (*vyañcān hmael*) ou le ຂ່າວສານປະເທດລາວ (*khāvlsān PadeT lāv*) contiennent bien plus d'informations sur l'économie et les relations régionales. Les auteurs en font, certes, mention mais trop peu. À cet égard, très souvent, la langue des sources n'est pas claire, et on ne sait pas toujours bien si les documents ont été traduits par les auteurs ou s'ils ont été rédigés initialement en anglais.

Toujours concernant les sources, beaucoup d'assertions reposent exclusivement sur des entretiens effectués par V. Pholsena auprès de personnalités politiques (S. Sysouvang, directeur lao du département de l'ASEAN, Surin Pitsuwan, ancien Ministre thaïlandais des Affaires étrangères, etc.) ou des personnes anonymes ("diplomates étrangers", "consultant étranger", "fonctionnaires laotiens"). Si les entretiens ne sont certes pas à réprover de manière systématique, ils ne prennent de valeur que mis en regard avec des sources fiables, vérifiées ou vérifiables. Il est de notoriété publique que les propos émanant des autorités laotiennes (et thaïlandaises) sont parfois sujets à caution, et que les connaissances des "consultants" ne sont pas toujours les plus profondes. Ces entretiens en grand nombre donnent de temps à autre l'impression d'avoir davantage affaire à du bon journalisme qu'à un véritable travail scientifique.

Un autre problème que l'on pourrait relever est le manque de diversité en matière de références bibliographiques. En effet, certains chapitres sont traités selon la règle "un sujet, un auteur de référence". Ainsi les sources relatives à l'histoire du Laos au XIX<sup>e</sup> siècle sont exclusives à A. Walker, tandis que P. Hirsch est l'unique voix pour ce qui concerne l'exploitation des ressources naturelles. Sans remettre en cause le sérieux de ces spécialistes, il aurait sans doute été plus rigoureux de diversifier les points de vue. De même, le renvoi exclusif pour la période historique relative à la formation des principautés *tai* est effectué vers Georges Condominas, dont personne ne songerait à contester la valeur en tant qu'ethnologue, mais qui n'est peut-être pas la référence qu'on attendrait en matière d'histoire ancienne ; on lui préférera sans doute celle d'un Georges Cœdès (dont l'ouvrage *Les États hindouisés d'Indochine et d'Indonésie* figure pourtant en bibliographie, mais n'est pas cité dans cette partie du texte). Parmi les grands absents de l'appareil bibliographique, on pourra regretter Jean Deuve en ce qui concerne les conflits locaux du milieu du XX<sup>e</sup> siècle, et Yves Bourdet en matière d'économie laotienne. En outre, on aurait souhaité un minimum d'annexes, notamment des extraits de traités signés entre les pays membres de l'ASEAN.

On relèvera enfin quelques erreurs ou incohérences de détail : des affirmations étonnantes telles que "[les motos chinoises] sont moitié moins chères que celles fabriquées en Thaïlande" (p. 66) alors que la Thaïlande ne fabrique pas de motos (au

mieux y assemble-t-on les motos japonaises ou coréennes), ou encore “les fonctionnaires n’ont pas vu leur salaire suivre le niveau d’inflation”, ce qui est faux puisque les salaires ont presque été doublés en 2001 (ce qui ne veut pas dire que ceux-ci atteignent un niveau décent, mais ils ont bien suivi l’inflation). Il est également maladroit d’affirmer sans nuance que la terre “reste la propriété du gouvernement, mais [qu’]un cadre juridique permet son utilisation par les fermiers” (p. 108), dans la mesure où le bien foncier est reconnu au Laos. La méconnaissance ou l’omission de certaines réalités biaise la légitimité de certaines conclusions : les auteurs s’étonnent du peu de passages transfrontaliers des Laotiens, mais ne précisent pas qu’encore aujourd’hui les Laotiens sont dans l’obligation d’effectuer une demande auprès du Ministère des affaires étrangères pour l’obtention d’un visa de sortie du territoire. Autres erreurs : les “quatre dragons”<sup>1</sup> sont pris pour les “tigres asiatiques”<sup>2</sup> (p. 150) ; confusion entre le matérialisme “philosophique” (celui du marxisme et du bouddhisme) et le matérialisme en tant qu’attachement aux choses matérielles (p. 176) ; assimilation de la famille sino-tibétaine à la famille *hmongmien* (p. 192) alors que cette dernière constitue une ramification de la première. L’affirmation que “les transferts d’argent de l’étranger constituent à présent le principal revenu des ménages au Laos”, si elle est valable pour certaines familles, est un contresens total si l’on parle de l’ensemble de la population. Quant à la question de savoir si la diaspora lao sur le retour jouera ou non “un rôle majeur dans le décollage économique du pays” (p. 201), celle-ci semble quelque peu déplacée dans la mesure où ces Lao, pour la plupart, sont âgés de plus de soixante ans et reviennent au pays pour y passer leur retraite. Conclure l’ouvrage sur une question aussi triviale ne reflète pas le sérieux ni la pertinence des problématiques développées par ailleurs tout au long de l’ouvrage.

Au-delà des quelques réserves formulées ci-dessus, le présent ouvrage a le mérite de rassembler de manière efficace un certain nombre de données fondamentales qui éclairent un sujet qui n’avait jamais été traité exclusivement ni dans son ensemble. L’approche pluridisciplinaire permet de remporter le pari d’apporter une vision globale du Laos moderne en matière d’économie et d’intégration régionale. Il demeure, nonobstant, une question que l’on est en droit de se poser : s’il est nécessaire et pertinent de tenter de dessiner les contours d’un Laos en mutation, n’est-il pas encore trop tôt pour prétendre entrevoir les conséquences à venir de son intégration régionale ? La lecture de l’ouvrage de Vathana Pholsena et de Ruth Banomyong laisse l’impression que les faits sont encore trop récents pour pouvoir anticiper sur l’avenir, même proche. Le livre demeure très ancré dans l’actualité et cette position est à double tranchant : d’une part, il nous plonge dans les réalités contemporaines d’un pays que les Occidentaux connaissent mal et sur lequel les informations restent, malgré tout, difficiles à obtenir. D’autre part, il est à envisager que beaucoup d’affirmations contenues seront à revisiter d’ici à quelques années. À

<sup>1</sup> Corée du Sud, Taiwan, Singapour et Hong-Kong.

<sup>2</sup> Thaïlande, Malaysia, Indonésie, Philippines et Brunei.

cet égard, la mention “XXI<sup>e</sup> siècle” annoncée par le titre nous semble peut-être quelque peu aventureuse, et ne met pas en valeur le fait que ce travail constitue une bonne synthèse sur le Laos de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Quoi qu’il en soit, on ne peut que conseiller *Le Laos au XXI<sup>e</sup> siècle* à tous ceux qui s’intéressent non seulement à l’économie de l’Asie du Sud-est, pour qui cet ouvrage est désormais indispensable compte tenu de la rareté des études portant spécifiquement sur ce pays, mais aussi à tous les lecteurs qui souhaiteraient en savoir plus sur le Laos moderne, quel que soit le niveau de l’intérêt qu’on lui porte. La clarté des informations, du style et de la présentation rend ce livre accessible à tous, tandis que le sérieux et la diversité de son contenu sauront satisfaire tous les degrés de curiosité.

Grégory KOURILSKY

Douanglattana SOUPHANTHONG

**Jacques SOPPELSA, *Géopolitique de l’Asie-Pacifique*, Paris, Ellipses, 2001, coll. “l’Orient politique”, 112 p.**

Jacques Soppelsa, président honoraire de l’Université Paris I, a publié une vingtaine d’ouvrages de géopolitique, dont *La démocratie américaine au XX<sup>e</sup> siècle*<sup>3</sup>, et plus récemment, en 2004, *Les États-Unis - Une histoire revisitée*<sup>4</sup>. L’essor économique de la zone Asie-Pacifique au cours des années 1980 et jusque vers le milieu des années 1990, incarné notamment par la locomotive nipponne qui entraînait dans son sillage certains pays de la région qualifiés de “nouveaux pays industriels” (NPI)<sup>5</sup>, avait suscité bien des qualificatifs enthousiastes, comme celui de “nouveau centre du monde”. Mais en plongeant les pays d’Asie-Pacifique dans un marasme économique et financier hypothéquant considérablement l’avenir régional, la crise de l’automne 1997 avait démenti l’euphorie générale. C’est au sortir de la crise qu’a été rédigé le présent ouvrage, où J. Soppelsa choisit tout d’abord d’exposer les caractéristiques de la région Asie-Pacifique, pour s’interroger ensuite sur le rôle des organisations supra-étatiques et dresser une prospective, notamment pour la Chine et le Japon.

L’étude de la zone Asie-Pacifique pose le problème de sa définition spatiale. Ce vocable commode définit un très (voire trop) vaste ensemble régional, gommant les particularismes nationaux et donnant artificiellement un aspect unifié à une région caractérisée au contraire par sa diversité. Cette diversité de climats, d’environnements géographiques, de cultures, de religions, de traditions, de régimes économiques, politiques, etc., fait que les spécialistes parlent aujourd’hui “d’Asie plurielle”, par contraste avec la terminologie européenocentriste “d’Extrême-Orient”

---

<sup>3</sup> Paris, Ellipses, 1999, 159 p.

<sup>4</sup> Paris, La Martinière, 2004, 413 p.

<sup>5</sup> Phénomène à l’origine du modèle du “vol d’oies sauvages” (vol en A, tiré par le Japon).

prévalant jusqu'à la décolonisation. Le krach des bourses asiatiques en octobre 1997, dont Bangkok fut l'épicentre, a non seulement remis en question l'exemplarité du modèle économique asiatique, mais a fortement fragilisé les économies régionales en faisant resurgir des visées nationales antagonistes.

L'Asie-Pacifique est en outre le seul ensemble régional à voir coexister en son sein un éventail de configurations géopolitiques aussi diverses, de la "superpuissance" aux États les plus démunis, en passant par les puissances moyennes, les nouveaux pays industrialisés, et les pays en voie de développement. La fin de la seconde guerre mondiale, la guerre froide, puis la coexistence pacifique, ont été sources de vives confrontations entre les pays de la région. Le rôle vital des détroits pour le Japon, le souci russe d'éviter l'encerclement et de préserver le Pacifique Nord comme point d'ancrage pour sa marine, ainsi que la volonté américaine de conserver un rôle prépondérant dans la région en multipliant les accords de défense ou les traités multilatéraux, font de l'Asie-Pacifique une place stratégique très convoitée. Si l'on y ajoute un contexte culturel complexe en raison notamment de la diversité linguistique, ethnique et religieuse, il est dès lors difficile pour l'Asie-Pacifique d'échapper aux contentieux régionaux.

Le contexte géostratégique, une militarisation croissante, des fractures nationales pérennes, et une intense activité du crime organisé participent à l'accroissement des tensions régionales. Les contentieux territoriaux apparaissent donc inévitables. La Chine est à n'en pas douter l'État de la région qui connaît le plus de litiges frontaliers, notamment avec l'Inde, le Vietnam, la Russie, ou le Japon. Pour sa part, le Japon enregistre quatre différends territoriaux : les Ryūkyū, les Senkaku, Takeshima et les Kouriles. Partant, le processus de militarisation est bien engagé dans la zone, devenue en 1990 le deuxième marché mondial de l'armement, derrière le Moyen-Orient, avec près du tiers du commerce international officiel. Trois secteurs à haut risque se dégagent plus distinctement : les archipels de la mer de Chine, le détroit de Taiwan, et la péninsule coréenne. Bien que cette tendance à la sur-militarisation ait connu un arrêt brutal du fait de la crise de 1997, on ne peut ignorer ses implications, et en particulier la volonté de certains pays d'adhérer au club des puissances nucléaires. De surcroît, la région n'échappe pas à l'économie de la drogue, en se plaçant comme l'un des centres majeurs de la production d'opium, et en développant de nouvelles drogues de synthèse comme les amphétamines, qui trouvent un débouché important sur le marché japonais. Bien que la Thaïlande soit décrite comme le "bon élève" de la zone dans la lutte antidrogue en ayant fait reculer sa production d'opium, sa consommation d'héroïne ne cesse de croître, et la "route de Bangkok" demeure toujours la principale voie d'exportation pour les quelque 200 tonnes produites annuellement par Rangoon, dont le régime militaire n'est guère prêt à abandonner les retombées financières. Par ailleurs le Laos, l'Indonésie, et la Chine participent également à ce florissant marché des narcotiques.

L'impact des facteurs économiques et démographiques ne doit pas non plus être négligé dans l'analyse des enjeux régionaux. La croissance du Japon et des quatre dragons contribue indéniablement à creuser le fossé avec les États sud-est asiatiques,

la disparité des régimes économiques attirant les ressortissants des pays les moins développés vers les pays “riches”. L’observation des flux migratoires permet un double constat, celui de la fuite non seulement des “bras”, c’est-à-dire des travailleurs non qualifiés, mais également des “cerveaux”. L’assouplissement récent et progressif des politiques d’émigration dans les pays communistes contribue fortement à l’accélération du processus migratoire. Cette mobilité démographique, où la diaspora chinoise joue un rôle non négligeable, voit la pérennisation de l’émigration vers les États-Unis et le Moyen-Orient. Le panorama migratoire peut ainsi se résumer à quatre grandes catégories : 1°) les pays de “départ exclusif”, Indonésie, Philippines, Vietnam, Chine ; 2°) les pays “d’emploi exclusif”, Japon, Brunei ; 3°) les pays “d’émigration-immigration”, Thaïlande, Taiwan, Corée du Sud ; 4°) les pays “d’établissement”, Singapour, Malaisie.

La disparité de la zone Asie-Pacifique impose d’opérer un découpage géographique permettant d’affiner l’analyse de la situation régionale. Trois pôles sont ainsi dégagés : la Chine, le Japon, et les nouveaux pays industrialisés (NPI).

Le continent chinois, avec près de 1,3 milliards d’habitants, soit un cinquième de la population mondiale, représente le plus vaste marché potentiel de la planète. Si les perspectives de développement sont réelles, on ne peut occulter d’importants défis, singulièrement la question taïwanaise et les disparités économiques et sociales. La volonté chinoise de s’affirmer comme un nouveau pôle de développement se traduit par une ouverture croissante sur le monde capitaliste, et par l’instauration de zones économiques spéciales constituant autant de laboratoires d’adaptation au fonctionnement technique et théorique de l’économie libérale, destinés à améliorer les relations intra-régionales, à attirer les investisseurs et capitaux, et à entraîner dans leur sillage les provinces du Centre et du Nord-Est encore peu développées. L’adhésion à l’OMC a marqué une étape déterminante dans le processus de transition vers une économie libérale. Cependant, il subsiste encore des obstacles majeurs, comme le maintien du parti communiste à la tête de l’État, alors même que la nécessité de pénétrer le marché nord-américain impose un grand écart idéologique.

Le Japon constitue un autre pôle majeur de la zone Asie-Pacifique, de par la singularité du modèle qu’il véhicule. Face à un contexte naturel difficile, un territoire exigu marqué par l’absence de matières premières et la récurrence des assauts de la nature, la réussite du Japon est d’avoir su mobiliser son capital humain autour des valeurs de la famille et de l’entreprise. Si la crise de 1997 a fortement remis en question les fondements du modèle économique nippon, le Japon n’en demeure pas moins la deuxième puissance économique mondiale. Fort de l’exemple japonais, les “quatre dragons” ou NPI, c’est-à-dire Taiwan, Hong-Kong, Singapour et la Corée du Sud, ont joué la carte de l’industrialisation et des sacrifices sociaux. Ils ont généralement pratiqué un interventionnisme modéré, doublé pour Séoul et Taïpeh d’une aide nord-américaine, ce qui leur a permis d’avoir une croissance rapide, mais fragile face notamment à la concurrence des “bébés tigres”, à l’augmentation des investissements étrangers, et à la montée en puissance des revendications salariales.

La crise financière de 1997 a révélé les failles de l’exemplarité asiatique en mettant

en lumière la fragilité des systèmes économiques, la spéculation accélérée et le rôle des réseaux mafieux. Il est possible de distinguer trois types de crises qui s'alimentent mutuellement : tout d'abord, une crise de genèse touchant la Chine, le Vietnam, et peut-être la Corée du Nord, et qui est la moins apparente en raison de la particularité de leurs structures ; une crise d'adolescence qui frappe directement les NPI et les "bébés tigres" du fait de l'inadéquation de leurs structures politiques et sociales ; et finalement, une crise de maturité, qui ébranle particulièrement le Japon.

Dans un tel contexte, quels peuvent être l'avenir et le rôle des organisations supra-étatiques dans la région Asie-Pacifique ? Parmi les nombreuses structures régionales existantes, l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) apparaît comme la plus importante et la plus prometteuse. Créée en août 1967, elle se veut un espace de coopération économique et politique, de développement social et culturel, et de promotion de la stabilité régionale. Malgré son réel dynamisme, l'ASEAN, confrontée aux disparités économiques et à la faiblesse diplomatique de ses membres, voit son rôle remis en question en raison de son incapacité à gérer les situations de crise, comme celle de 1997. Pour mieux cerner les enjeux qui se nouent actuellement dans ce vaste ensemble qu'est l'Asie-Pacifique, l'auteur propose de revenir avec un certain recul sur trois scénarios proposés dans les années 1980 par l'Institut français du Pacifique : l'émergence d'un bloc sino-japonais, la "déstabilisation généralisée", ou la multi-polarisation régionale dans un contexte de co-responsabilité. Le premier scénario envisageait la pérennisation du dynamisme économique à l'échelle régionale, une sorte de résurrection du projet de "sphère de co-prospérité", ce qui supposait une évolution lente sans crise majeure, aboutissant soit à une marginalisation de la Chine, soit à un rapprochement de Pékin et Tokyo. Mais la crise de 1997 a définitivement mis un terme à ce scénario optimiste. Le deuxième scénario, totalement obsolète, prévoyait l'avancée du communisme dans la zone. Le troisième est donc celui qui se rapproche le plus de la situation présente : un rôle toujours croissant des États-Unis dans la région, avec un renforcement de celui du Japon et des NPI, le régionalisme asiatique restant confronté à bien des obstacles comme les disparités économiques et l'hétérogénéité idéologique.

Jacques Soppelsa livre ici un ouvrage synthétique, illustré par de nombreux tableaux et cartes, présentant un panorama des acteurs régionaux et une interprétation pertinente de la crise de 1997, notamment de ses répercussions à court et moyen terme. Si l'objectif annoncé de permettre au lecteur de cerner rapidement la géopolitique de la zone est largement atteint, on déplore quelques coquilles (p. 79, "l'Association des Nations du Sud-Est Atlantique"), et la surabondance de notes entre parenthèses qui auraient pu être mises en bas de page. L'organisation du livre en trois parties, subdivisées en sous-parties, en facilite toutefois grandement l'accès.

*Cécile GALLET*

## 2. RÉSISTANCES ET DÉPRESSION

**Jean-Claude POMONTI & Voja MILADINOVIC, *Aceh, l'histoire inachevée, History unfinished, la fière histoire d'une terre dévastée par les tsunamis, Bangkok, IRASEC, 2005, coll. "Documents", 100 p., in-IV°, 119 photographies (couleur).***

Il a fallu le tsunami dévastateur du 26 décembre 2006 pour que les opinions publiques occidentales s'intéressent à Aceh : derrière le désastre, elles découvraient en filigrane la tragédie insidieuse d'une guerre d'indépendance de près de trente ans. J.-C. Pomonti, ancien correspondant du journal *Le Monde*, et le photographe Voja Miladinovic, résidant l'un et l'autre de longue date dans la région, ont effectué plusieurs reportages à Aceh, avant et après les événements. Le titre même du présent ouvrage renvoie implicitement au journal de l'homme qui a proclamé l'indépendance du territoire le 4 décembre 1976, *The price of Freedom, the unfinished diary of Hasan di Tiro*<sup>6</sup>, et créé le *Gerakan Aceh Merdeka* (GAM), le mouvement pour l'indépendance d'Aceh – lequel signait un nouveau cessez-le-feu à l'été 2005, en échange du futur retrait des troupes indonésiennes.

La préface du javanais Andreas Harsono, président de la Fondation Pantau, rappelle la prolifération des forces centrifuges de l'archipel depuis la chute du régime Suharto en mai 1998. Un texte d'une quinzaine de pages (pp. 17-32) plante ensuite le décor : il évoque d'abord la catastrophe – à travers les témoignages des survivants – et le débarquement de l'aide internationale dans un territoire (à statut spécial) jusque-là interdit à la plupart des étrangers ; puis il en dresse à grands traits l'histoire, l'émergence du sultanat d'Aceh, la guerre sainte aux Hollandais, le demi-siècle de résistance à l'État javano-indonésien.

Suivent 119 photographies, qui parlent d'elle-même. En sus des ravages du raz-de-marée, elles permettent de visualiser la région, ses campagnes, ses hautes montagnes – près de 3000 m. – et même ses raffineries. Mais surtout on pénètre ainsi le quotidien d'une population : familles qui posent pour le photographe (p. 59) ; femmes (pp. 60-61) ; gamines apprenant le Coran (p. 81) ; jeunes filles voilées fêtant la Saint Valentin ; police (pp. 54-55), soldats (pp. 55, 66, 98) et miliciens pro-indonésiens (pp. 65, 67) ; guérilléros du GAM (pp. 68-71), dont un insolite bataillon des veuves (pp. 78-80) pour la plupart âgées de moins de trente ans. On rencontre au fil des pages l'une des héroïnes du mouvement acihais des droits de l'homme (SIRA), Cut Nurasyikin, morte en prison le 26 décembre après sa condamnation en 2003 à onze années de détention (p. 88). L'album se referme sur une image d'espoir prise cinq semaines après le drame : celle de deux amoureux, avec en arrière-plan une jeune femme avec son bébé...

Marie-Sybille de VIENNE

<sup>6</sup> Stockholm, *National Liberation Front of Aceh Sumatra*, 1984, 229 p., éd. électronique.

**Po DHARMA, avec la coll. de Mak PHOEN, *Du FLM au FULRO, une lutte des minorités du sud indochinois*, (préf. de Pierre-Bernard LAFONT), Paris, Les Indes savantes, 2006, 209 p.**

Les minorités montagnardes de la Péninsule sud-est asiatique se sont opposées à maintes reprises à l'expansionnisme des populations des basses-terres, qui disposaient des instruments culturels nécessaires à la construction d'entités politiques élargies (principautés, royaumes, etc.), quand les premières – à l'exception de certains groupes thaïs influencés par les Môn (Shan, Siamois, Lao, etc.) – en étaient le plus souvent dépourvus. À la disparition des superstructures coloniales qui avaient instauré tant bien que mal un *statu quo*, les nouveaux pouvoirs ont voulu édifier des États modernes et centralisateurs, au détriment des formules traditionnelles segmentaires mises en œuvre dans les collines, d'autant qu'il leur fallait augmenter leurs ressources conformément aux diverses idéologies de la croissance et du développement économiques. Les peuples du centre Viêt-Nam n'ont pas échappé à la règle, au point qu'ils ont commencé à se révolter contre leurs nouveaux maîtres dès le départ des anciens. Mais l'histoire de leur révolte restait à construire, les guérillas ethniques n'étant guère réputées pour la gestion et l'ouverture de leurs archives.

L'ouvrage de Po Dharma, dont les compétences sur le Champa ne sont plus à démontrer, est donc exceptionnel, car il a eu accès depuis 2001 aux archives du plus important mouvement de rébellion du centre Viêt-Nam, le FULRO, *Front uni de Libération des races opprimées*. Les survivants du FULRO souhaitaient en effet montrer aux autorités vietnamiennes qu'ils s'étaient bel et bien rangés, et donc que les troubles du Darlac de 2001, liés à l'expansion de la caféiculture sur des terres 'tribales' ne leur étaient pas imputables. En confrontant les données du FULRO à celles des sources américaines, sud-vietnamiennes et françaises, Po Dharma (lui-même ancien du FULRO<sup>7</sup>) a pu reconstituer l'histoire du mouvement en trois grandes phases : 1955-63 ; 1964-69 ; 1970-75.

Tout commence (début 1955) avec l'abrogation par Ngô Đình Diệm du statut de domaine de la Couronne conféré au "pays montagnard du Sud Indochinois", l'ouvrant ainsi à un nouveau front de colonisation de montée vers l'ouest. Les tribaux du Centre créent alors un Front de libération des Montagnards (FLM, présidé par le radhé Y Bham Enuôl). Sans succès, car le référendum mettant fin à la monarchie scelle leur destin en abrogeant et les instances coutumières et les titres garantissant leurs droits fonciers. La même opération se répétant, à peu de choses près, chez les Khmers Krom, ces derniers fondent le Front de libération du peuple khmer (FLPK). Malgré le coup de semonce d'une tentative d'assassinat à Banmethuot en février 1957, Diệm pousse plus avant la spoliation au nom du développement agricole. Visant à rassembler l'ensemble des tribaux, le FLM – toujours présidé par Y Bham Enuôl – change alors de nom et adopte celui de *Bajaraka* (Bahnar + Jarai + Rhadé +

<sup>7</sup> P. 89 de DE FEO, Agnès, *Les Cham, l'islam et la revendication identitaire*, Paris, mémoire de DEA, EPHE IV<sup>e</sup> section, 2004, 133 p.

Kaho), puis tente de mobiliser officiellement les soutiens des États-Unis et de la France. En réponse, Diêm fait emprisonner Y Bham Enuôl en 1958, puis tente de contrôler la haute région en créant la province du Quảng Đức, et en réduisant le nombre de sièges réservé à l'Assemblée aux Montagnards et, plus largement, aux minorités ethniques. Il s'ensuit l'émergence en 1960 de deux nouveaux acteurs, le Front de libération du Kampuchea Krom (FLKK) et le Front de libération du Champa (FLC), sous la direction du colonel (parachutiste) Lès Kosem<sup>8</sup>, Cham du Cambodge formé en France (p. 60).



*Lès Kosem, après les événements  
(Photothèque Péninsule)*

Mais surtout, avec la reprise de la guérilla communiste, les populations de la haute région deviennent un enjeu majeur, en raison de leur capacité de nuisance et du fait que les pistes qui les traversent de part en part sont à même de constituer un point névralgique dans le maillage de voies caravanières reliant le Nord au Sud, que l'on qualifiera plus tard de "piste Ho Chi Minh". De fait, le FNL crée un Mouvement pour l'autonomie des Hauts-Plateaux (mai 1961) quand les Américains proposent de regrouper les populations dans des hameaux stratégiques et d'y recruter des supplétifs (20.000 hommes en 1963, p. 65). La chute de Diêm le 1<sup>er</sup> novembre 1963 pousse alors deux mouvements ethniques à rejoindre le FULRO : le FLC et le FLKK. Restait à rallier les montagnards, ce à quoi allait s'employer Lès Kosem après la rupture du prince Sihanouk avec le Sud Viêt-Nam (1963) et les États-Unis (1964), en obtenant la libération de Y Bham Enuôl en mars 1964.

Le régime sud-viêtnamien semble alors changer son fusil d'épaule en nommant

---

<sup>8</sup> Né, semble-t-il, vers 1930.

quelques-uns des dirigeants du *Bajarak* à des postes de responsabilité. Mais comme il persiste dans son refus de restituer aux montagnards les droits que leur conférait leur ancien statut, Lès Kosem obtient l'adhésion du *Bajarak* à la rébellion via le Front de libération du Champa (FLC), réactivant ainsi les liens pluriséculaires entre les montagnards et les Cham. Il s'ensuit le soulèvement du 20 septembre 1964 (où les rebelles – sous la houlette de ‘supplétifs’ formés par les Américains – prennent même en otage quelques officiers américains), dirigé de son Q-G frontalier par Lès Kosem, lequel prend pour l'occasion le nom de Po Nagar. Selon les archives du FULRO, les otages américains auraient ensuite été libérés en échange de la promesse de “zones militaires exclusives” réservées au FULRO (p. 61) – et ce en dépit de l'opposition du Premier-ministre Nguyễn Khánh. Reste que le gouvernement sudiste, pris en tenaille entre les Việt Cộng et le FULRO, n'a pas d'autre choix que de négocier avec le front auquel il concède (entre autres) la restauration d'un statut identique à celui jadis conféré par la Couronne. Il s'ensuit la scission du mouvement en trois organisations, le FULRO (dirigé par Lès Kosem et Y Bham Enuôl), et deux mouvements dirigés par des Rhadés, le Mouvement pour l'autonomie des hauts-plateaux (créé par Hanoi) ; et l'Union des mouvements pour l'indépendance nationale (soutenu par Saigon). Aussi, pour mieux intégrer la composante montagnarde, le FLC-(FULRO) devient le Front de libération des hauts-plateaux du Champa (FLHPC) *al.* Front de libération *Dega* [*i.e.* “montagnards” en rhadé] - Cham, tout en s'efforçant de contrer sur le terrain l'immigration *kinh*. C'est alors que le prince Sihanouk organise à Phnom Penh une Conférence des Peuples indochinois (février 1965), dont l'un des invités d'honneur est Y Bham Enuôl, le président du FLHPC – la France et le Cambodge intensifiant à cette date leur soutien au FULRO (p. 74) pour obliger Saigon à négocier. Avec succès, puisque Nguyễn Cao Kỳ négociait peu de temps après directement avec Lès Kasem pour prévenir l'alliance du front avec les Việt Cộng, le FULRO menant en parallèle des pourparlers avec la CIA pour la constitution effective des “zones militaires exclusives”. Pour accélérer le mouvement, le Front renouvelait le 29 juillet 1965 l'opération de l'année précédente, en s'emparant du camp de Buôn Brieng – et donc encore de prisonniers américains – à l'arrivée d'une délégation sud-viétnamienne. Même si Saigon intensifie alors la propagande en expliquant aux montagnards qu'ils ne sont pas concernés par la question Cham et, pire encore, que le FLHPC est un mouvement soutenu par une puissance étrangère, ce qui va à l'encontre même de leurs objectifs, le problème demeure entier en raison de la discorde régnant dans les rangs sud-viétnamiens. L'exécution de quatre montagnards déstabilisant un peu plus les collines, elle enclenche une scission au sein du FLHPC qui complique encore la donne.

Aussi, les États-Unis font pression pour une prise en compte des positions des diverses parties ; il s'ensuit la création en février 1966 d'une “Direction des affaires montagnardes” dont le responsable est un membre du front, Paul Nur (un bahnar). La tenue d'un Congrès des minorités ethniques à Ban Me Thuot définit enfin une plateforme commune, avec pour conséquence la reconnaissance par le général Nguyễn Văn Thiệu, lui-même originaire de Phan Rang, du droit à la propriété des minorités en août 1966. La situation semble alors s'apaiser avec le retour à la légalité

constitutionnelle en avril 1967, et l'instauration d'un Conseil des minorités ethniques dont le président serait en même temps vice-président de la république sud-viétnamienne : la victoire de Nguyễn Văn Thiệu aux élections présidentielles est suivie de l'élection de plusieurs militants du FULRO au Sénat et à l'Assemblée. Mais l'accalmie est de courte durée, l'offensive du Têt interrompant les communications entre la base arrière du FLHPC-(FULRO), située à Mondolgiri (au Cambodge), et le restant de l'organisation, avec pour conséquence une nouvelle fissure du mouvement donnant naissance à un "Front de libération du pays montagnard du sud-indochinois" (FLPMSI, dirigé par un radhé) lequel continue toutefois de se placer formellement sous l'égide du FULRO. Une nouvelle série de pourparlers se déroule en août 1968 à Ban Me Thuot, en présence de délégués du Front de libération du Kampuchea Krom (FLKK), aussitôt dénoncée par Paul Nurr, devenu ministre du développement des minorités ethniques. Le FULRO continuant de réclamer la reconnaissance d'une autonomie territoriale, signifiée par la possession d'un drapeau et d'une armée, et la liberté de recevoir de l'aide étrangère (août-octobre 1968), le gouvernement sud-viétnamien finit par céder en décembre 1968 et autoriser le retour du chef du FLHPC, Y Bham Enuôl, au Viêt-Nam. Ce dernier est aussitôt arrêté au Cambodge par Lès Kosem quand plus de 3000 membres du FLHPC déposent les armes au Viêt-Nam.

En mars 1970, les ambassades de la RDVN et du FNL sont attaqués par des manifestants à l'instigation du général Premier-ministre Lon Nol, prélude au coup d'État contre le prince Sihanouk, alors en visite officielle en France. En réponse, les forces communistes attaquent les reliquats du FULRO en territoire cambodgien (Modolgiri et Rattanagiri), entraînant le massacre de milliers de Viêt-namiens au Cambodge, et l'arrivée de troupes sud-viétnamiennes censées "aider" le Cambodge dans sa lutte contre le FNL. Tout en s'efforçant de limiter les incidents entre le FULRO et l'armée sud-viétnamienne au Cambodge (pp. 135 *sq.*), Lès Kosem crée dans l'armée khmère une brigade d'infanterie spéciale du FULRO (cinq bataillons dont un de montagnards), ce qui lui vaut d'être promu général par la république khmère fin 1970. Côté viêtnamien, la situation se durcit en 1971, avec la promulgation d'une loi électorale obligeant les candidats des minorités à se présenter également devant des électeurs *kinh*, ce qui contraint le FULRO à ne désigner qu'un candidat par circonscription, sauf à Phanrang où les Cham du mouvement multiplient malencontreusement les candidats. La pression du FNL augmentant dans les hauts-plateaux, Nguyễn Văn Thiệu abroge la loi exemptant les minorités de service militaire. Aussi, avec le désengagement américain, un certain nombre de dirigeants du FULRO rallient massivement le FNL. Voyant la cause perdue, Lès Kasem quitte le Cambodge début 1975. Le 17 avril 1975, les dirigeants du FULRO demeurés à Phnom Penh se réfugient à l'ambassade de France, dont leur bureau est mitoyen. L'ambassade investie le 20 avril par les Khmers Rouges, ces derniers fusillent Y Bham Enuôl et quatre autres responsables quelques heures plus tard.

L'ouvrage rassemble deux autres contributions, un article de Po Dharma reprenant sa communication sur le FULRO au *Deuxième symposium franco-soviétique sur l'Asie du Sud-Est* de 1993, qui réintègre le mouvement dans une dimension

historique de temps long, et qui, à ce titre, aurait donc gagné à introduire l'ensemble de l'ouvrage. Et un bref "aperçu sur l'histoire des relations du Cambodge avec le Campā et avec les ethnies montagnardes" de Mak Phoeun, qui décrit successivement les relations du Cambodge avec le Campā, puis avec les "minorités ethniques", chaque fois à partir de l'époque angkoriennne et sans tenter d'en dresser une synthèse. Ce travail bâclé s'appuie de surcroît sur une bibliographie étique, ignorant la plupart des travaux de référence, à commencer par ceux de Po Dharma et la magistrale synthèse de Jacques Népote "Champa : Propositions pour une histoire de temps long. I, Préhistoire et Proto-histoire"<sup>9</sup> ; et – "Id. – II, L'histoire"<sup>10</sup>.

L'intérêt de l'ouvrage n'est évidemment pas là. Non seulement Po Dharma – qui a effectué un travail de 'bénédictin' – éclaire l'histoire du FULRO et de ses acteurs, en particulier le 'sulfureux' Lès Kasem, et démontre l'instrumentalisation des guérillas ethniques par les divers services de renseignement présents sur le terrain. Mais surtout un tel éclairage fait ressortir par défaut maintes zones d'ombres (comme le suggère P.-B. Lafont pp. 12-13 de sa préface) : si ces archives ont été préservées, c'est qu'elles ont pu sortir du Cambodge, voire peut-être même du Viêt-nam avant avril 1975. Comment ont-elles été sauvées, par qui, et surtout pourquoi, car la préservation de ce type de documents n'est en aucun cas un acte politiquement neutre. Et pourquoi ont-elles été rendues accessibles en février 2001, et non pas dès le début des années 1980 ? Leur soudaine réapparition pourrait suggérer que si le FULRO 'officiel' meurt en avril 1975, ses reliquats ou héritiers ont continué de poser problème au Viêt-Nam : lors d'un entretien à bâtons rompus à Paris en 1992, le colonel Bui Tin (ancien rédacteur en chef de *Nhan Dan*) mentionnait ainsi les divers coups de filet opérés par les services vietnamiens sur les responsables d'un nouveau mouvement qualifié – par défaut ? – de 'FULRO'. On pourrait même émettre l'hypothèse qu'une telle publication – où les faits parlent d'eux-mêmes – permettrait de régler quelques comptes entre diverses parties, vieux de trente ans...

Marie-Sybille de VIENNE

---

<sup>9</sup> *Péninsule* 26, 1993 (1), pp. 3-54.

<sup>10</sup> *Péninsule* 27, 1993 (2), pp. 65-123.